

- Le renforcement et la mobilisation de capacités et de ressources suffisantes sont nécessaires dans tous les secteurs afin de formuler des politiques cohérentes et de concevoir, de mettre en œuvre et de suivre les investissements en faveur de systèmes alimentaires sains. Des investissements dans les capacités humaines et institutionnelles sont nécessaires à tous les niveaux, y compris afin de permettre aux autorités gouvernementales et aux autres acteurs pertinents de mettre en place et de participer activement à des plateformes multipartites, ainsi que de s'acquitter de leurs fonctions respectives.
- Les femmes jouent un rôle central au sein des systèmes alimentaires. Il est donc essentiel de créer des conditions favorables à leur engagement fort dans la création de systèmes alimentaires permettant d'assurer une meilleure nutrition.

II. CONTEXTE, OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

2. À sa quarante-troisième session, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a approuvé la stratégie intitulée «Mobilisation du CSA au service de la nutrition» qui propose une vision et un cadre en faveur de l'augmentation des contributions du CSA à la lutte mondiale contre la malnutrition sous toutes ses formes, en renforçant et en contribuant à la mise en œuvre des recommandations politiques de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) et conformément au mandat du CSA.

3. La stratégie prévoit que le CSA s'emploie à faire avancer les efforts menés au niveau mondial en matière de nutrition, autour de trois fonctions interconnectées et se renforçant mutuellement: la convergence des politiques, la mise en commun des enseignements à tirer et des bonnes pratiques et le suivi des progrès accomplis. Les débats concernant les enseignements à tirer et le partage des bonnes pratiques entre gouvernements et parties prenantes confrontés à des défis similaires peuvent constituer un moyen efficace d'encourager les décideurs et les autres parties prenantes à adopter, adapter et étoffer des pratiques fructueuses adaptées aux situations nationales et aux contextes, en offrant une meilleure compréhension des véritables contraintes et des moyens d'y remédier. Ceci favorise également une plus grande responsabilisation et peut aider le Comité à déterminer à quels endroits il convient d'intensifier la convergence et la coordination globales des politiques.

4. La séance de mise en commun des bonnes pratiques et des enseignements à tirer à propos des "investissements en faveur de systèmes alimentaires sains", qui s'est tenue lors de la quarante-quatrième session du CSA, représente une contribution à la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation du CSA au service de la nutrition. Cette stratégie propose des activités de mise en commun des bonnes pratiques et des enseignements à tirer, suivant des thèmes choisis et à travers des échanges triangulaires et Sud-Sud. Ces activités sont prévues dans le cadre de manifestations organisées pendant les périodes intersessions et pendant la semaine où se tiendra la séance plénière, sur la base d'un exercice biennal à compter de la quarante-quatrième session du CSA.

5. Suite aux consultations menées au sein du Groupe de travail à composition non limitée sur la nutrition, un appel mondial a été lancé à travers le Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (forum FSN), pour des contributions à la session de mise en commun des enseignements à tirer. Les parties prenantes ont été invitées à présenter de courts résumés identifiant les bonnes pratiques et les enseignements à tirer des investissements en faveur de systèmes alimentaires sains. Cet appel était ouvert du 11 avril au 19 mai 2017 et a reçu 34 exemples présentés par 28 pays.

6. Le présent document fournit une compilation d'exemples sélectionnés présentant des messages clés liés aux investissements en faveur de systèmes alimentaires sains. Il a été élaboré selon les quatre étapes suivantes:

- 1) La cartographie des communications reçues: après un premier examen des 34 communications reçues, l'équipe du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en collaboration avec l'équipe technique prêtant assistance au secrétariat du CSA, a cartographié les exemples selon la typologie des interventions proposée dans le document de travail du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition (Résumé)¹, à savoir: i) l'amélioration des chaînes de valeur, ii) les interventions agricoles, iii) la gouvernance et les institutions, iv) les infrastructures.
- 2) La sélection des exemples d'investissements: La cartographie a permis une première sélection des exemples d'investissements selon leur pertinence et tenant compte des axes identifiés dans le cadre de l'exercice d'appel, notamment l'analyse des systèmes alimentaires, le volet nutrition, le principe de non-exclusion et l'approche participative aux investissements et les enseignements tirés. Le processus de sélection a également tenu compte de la couverture géographique et de la diversité des initiateurs. Quatorze exemples particulièrement pertinents ont été sélectionnés et seront résumés et inclus dans le présent document (voir la liste figurant à la fin du document). Les communications peuvent être consultées dans leur intégralité sur le site du forum FSN.
- 3) L'analyse des exemples et les principales conclusions: Les principales conclusions ont été formulées en se fondant sur l'analyse de toutes les communications sélectionnées en fonction de la typologie de l'intervention.
- 4) Les implications politiques: l'analyse de toutes les communications reçues et des principales conclusions a permis d'identifier un certain nombre d'implications politiques qui pourraient être utiles au CSA.

III. IMPLICATIONS POLITIQUES SE DÉGAGEANT DE L'ENSEMBLE DES COMMUNICATIONS

7. La présente section tient compte des exemples tirés de l'ensemble des 34 communications reçues dans le cadre de l'exercice d'appel mondial², au-delà de ceux qui ont été résumés dans le présent document et présente les principaux messages politiques qui s'en dégagent, au-delà de ceux déjà décrits dans la partie «Récapitulatif des conclusions».

Approche globale des systèmes alimentaires

8. La plupart des communications soulignent qu'une lutte efficace contre la faim et la malnutrition nécessite une approche envisageant la société dans son ensemble, une approche globale des investissements en matière de politique et de programmes. En raison des interdépendances et des liens transversaux entre les différentes parties de divers systèmes alimentaires, l'action générale visant à la fois la production et la consommation devra transcender les frontières nationales et faire intervenir des approches régionales et mondiales.

9. L'adoption d'une approche axée sur les systèmes alimentaires pourrait faciliter la participation de tous les secteurs pertinents et permettre de lutter pleinement contre les causes des problèmes liés à la nutrition. De nombreux investissements font déjà intervenir de multiples secteurs de la politique et visent simultanément différents niveaux. De manière générale, il semblerait cependant que l'approche axée sur les systèmes alimentaires ne soit pas encore intégrée de façon systématique à la conception de projet. En l'occurrence, les investissements ont parfois été caractérisés par une approche axée sur la

¹ <https://www.unscn.org/en/resource-center/UNSCN-Publications?idnews=1278>

² Le rapport final de l'appel du Forum FSN à la soumission d'exemples et de bonnes pratiques relatifs aux investissements en faveur de systèmes alimentaires sains, est disponible à l'adresse suivante: www.fao.org/fsnforum/activities/open-calls/investments_healthy_food_systems

chaîne de valeur plutôt que sur les systèmes alimentaires et une certaine confusion semble persister entre ces deux concepts.

10. Des interventions propres au contexte et comportant des objectifs clairs et partagés sont nécessaires. La différence entre des investissements effectués sur le long et sur le court terme est considérable, ces derniers présentant des caractéristiques et des exigences différentes quant à leur conception, leur mise en œuvre, leur financement et leur durabilité. Des différences importantes existent également entre les caractéristiques et les exigences des investissements effectués dans des contextes jouissant de la sécurité alimentaire, et d'autres contextes où la sécurité alimentaire demeure une préoccupation majeure.

Coordination et cohérence

11. L'amélioration de la nutrition fait intervenir un large éventail de secteurs d'activité. La coordination entre les divers acteurs concernés est donc indispensable à une action efficace. Un engagement politique fort ainsi que des dispositions institutionnelles efficaces sont donc essentiels. Les processus, les politiques et les investissements doivent par ailleurs être alignés.

12. Un nombre important de communications ont fait ressortir le manque de coordination au sein des gouvernements concernant la vision, les objectifs et les interventions concrètes. Dans certains pays, des sources de financement distinctes existent pour l'agriculture, la santé et la nutrition et sont perçues comme étant indépendantes les unes des autres. Par exemple, les interventions axées sur la promotion de la productivité n'ont pas toujours été associées aux programmes de nutrition locaux. De la même façon, les services de santé ruraux n'ont pas été associés à l'aide apportée en matière de production alimentaire.

13. Afin de promouvoir la convergence et la mise en œuvre efficace des politiques, il faut assurer une coordination horizontale entre les différents ministères et verticale entre les autorités gouvernementales à divers niveaux administratifs. La mise en place de forums multipartites permettant le dialogue entre les acteurs de la société civile, les experts techniques et les autorités gouvernementales peut s'avérer essentielle à la coordination de l'élaboration des programmes, et pourrait également permettre d'établir des liens entre les programmes existants afin de promouvoir les complémentarités et les synergies.

Environnement institutionnel

14. Les dispositions institutionnelles et la gouvernance doivent prévoir de laisser une place importante à la société civile à tous les niveaux, afin que celle-ci puisse s'impliquer et assurer la transparence. La reconnaissance du rôle central des femmes dans le façonnement de systèmes alimentaires permettant une alimentation saine, à travers leur action tant au niveau des ménages que de la production, est une condition préalable essentielle à des investissements efficaces en faveur de la nutrition.

15. Les environnements institutionnels ne sont pas toujours propices à la mise œuvre des interventions en matière de nutrition. Certaines communications signalent des obstacles, notamment l'éloignement physique par rapport aux processus décisionnels centraux et le manque de sensibilisation des autorités locales aux problèmes nutritionnels, qui empêchent une action adaptée et intégrée.

16. Il a également été constaté que les politiques agricoles nationales et régionales sont souvent axées sur l'agriculture classique mais qu'il est encore possible de promouvoir des méthodes de production agricole durables. Les décideurs doivent donc mieux tenir compte de l'intérêt des petits exploitants et de leur rôle essentiel dans la production durable. Dans ce sens, certaines communications ont proposé d'établir comme objectif la mise en œuvre du principe de souveraineté alimentaire.

Renforcement des capacités

17. L'accent a souvent été mis sur la nécessité d'investissements supplémentaires en faveur du renforcement des capacités afin d'améliorer les résultats obtenus en matière de nutrition. De manière générale, les investissements dans la recherche – développement sont essentiels à une meilleure compréhension des tendances et des défis dans les divers systèmes alimentaires, et sont nécessaires à la conception, la mise en œuvre et le suivi d'actions adéquates en faveur de la nutrition.

18. Pour que les décideurs puissent entreprendre des actions spécifiques, il convient de créer des espaces d'échanges intersectoriels de connaissances entre les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux. Le renforcement des capacités comprend également la mise en place et le renforcement d'autorités de coordination aux niveaux infranationaux, qui exécuteront de manière appropriée les décisions prises aux niveaux supérieurs, tout en fournissant un retour d'informations sur les expériences locales.

19. Sur le plan individuel, il faut que chacun puisse mieux comprendre et aborder la nature et les causes des problèmes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, afin de trouver des solutions sur le plan local, en tenant compte des liens existant entre l'agriculture, la santé et la nutrition. Par exemple, la mise en place de jardins potagers scolaires est un investissement qui permettrait de sensibiliser les enfants à l'importance d'une bonne alimentation.

20. En ce qui concerne plus particulièrement le développement des capacités des petits exploitants, une formation d'agriculteur à agriculteur est considérée comme essentielle au renforcement des connaissances acquises dans d'autres contextes. Par ailleurs, les coopératives de producteurs pourraient jouer un rôle dans la promotion d'une production durable favorable à une bonne nutrition.

Partenariats

21. La collaboration entre les différents acteurs - instances publiques et privées et organismes internationaux et de développement - a été l'un des principaux facteurs de réussite.

22. La collaboration avec le secteur privé est perçue comme étant essentielle. Ce secteur possède en effet une expertise spécifique en matière de production alimentaire et joue un rôle important dans la création de chaînes de valeur durables aboutissant à une alimentation saine. Par ailleurs, les partenariats entre les instances publiques et privées sont perçus comme ayant un rôle important à jouer dans la communication d'un message cohérent et uniforme à des audiences cibles, en particulier concernant les caractéristiques d'une alimentation saine.

23. Dans certains cas, des intérêts divergents ont conduit à des complications ou à des retards dans la mise en œuvre de projets. Toutefois, la complémentarité en termes de ressources, telles que l'expertise et les financements, sont indispensables afin de lutter pleinement et efficacement contre les problèmes de nutrition.

Financement

24. L'obtention de financements suffisants demeure un obstacle à des investissements efficaces en faveur de systèmes alimentaires sains. La majorité des investissements ont été financés par des partenariats public-privé ou par de multiples donateurs, mais le manque de financement d'un grand nombre de projets a entravé leur mise en œuvre, leur durabilité et leur renforcement.

25. Il est indispensable de regrouper et d'aligner les ressources, en particulier en provenance des secteurs public et privé, afin d'accroître la portée et l'impact des interventions. Une approche intégrée et coordonnée de la nutrition implique l'engagement de nombreux acteurs dans la phase de conception du projet, et pourrait ainsi permettre d'identifier différentes sources de financement.

Durabilité

26. Un autre thème souvent évoqué est celui de la viabilité à long terme des investissements en faveur de la nutrition. Deux exemples précis ont été cités. Le premier concerne les initiatives axées sur les méthodes de production durable. La perception selon laquelle celles-ci sont plus coûteuses que les méthodes classiques a gêné leur mise en place. En second lieu, la réalisation et la durabilité des projets d'introduction de cultures biofortifiées et de denrées alimentaires fortifiées ont souffert de coûts de production relativement élevés (qui rendent les produits moins abordables), d'une faible demande, et d'une concurrence de la part des sociétés opérant à plus grande échelle ou commercialisant des produits plus «classiques» (ou plus populaires).

27. L'accent a souvent été mis sur la nécessité de fournir un appui technique et financier aux agriculteurs. Il faudrait par exemple que les producteurs qui adoptent des pratiques de production durables ou cultivent de nouvelles espèces participent à des accords de partage des risques pour avoir plus de chances de réussir et pour la durabilité du projet.

28. Dans la plupart des cas, il a été souligné que les approches axées sur les marchés et la commercialisation pourraient être la meilleure façon de favoriser durablement une alimentation saine à grande échelle et en faire bénéficier ceux qui en ont le plus besoin. Les principales stratégies définies dans le sens de la réalisation de ces objectifs sont les suivantes: 1) fournir un appui initial afin de compenser des coûts de production qui peuvent être plus élevés; 2) investir dans la commercialisation et la sensibilisation en matière de nutrition afin de renforcer la confiance des consommateurs et d'augmenter à terme la demande de produits nutritifs; 3) viser des produits nutritifs dans les marchés publics et les programmes de protection sociale.

IV. CONCLUSIONS ET EXEMPLES CHOISIS EN FONCTION DU TYPE D'INTERVENTION

A. Conclusions générales

Importance du contexte

29. Les interventions doivent être adaptées au contexte local afin d'augmenter l'efficacité des chaînes de valeur et de faire en sorte qu'une plus grande disponibilité et un meilleur accès aux aliments nutritifs se traduise par un meilleur état nutritionnel pour l'ensemble de la population.

30. Les compléments alimentaires fortifiés, en particulier produits localement et adaptés aux goûts et à la culture, peuvent constituer un outil efficace pour lutter contre les nombreuses formes de dénutrition.

Espaces réservés au dialogue

31. La promotion d'espaces réservés au dialogue entre la société civile, les producteurs et les autorités locales est indispensable à la mise en place d'actions concrètes et permet de susciter l'attention des décideurs et d'assurer leur engagement.

Sensibilisation et engagement

32. Il est primordial de sensibiliser à la valeur nutritionnelle des aliments, ce en tenant compte des particularités et des préférences locales.

33. Un manque de sensibilisation des autorités aux problèmes de nutrition et à leurs effets sur la santé et le développement peut nuire à l'application des programmes nationaux de nutrition et à l'impact des investissements dans ce domaine. Il est tout aussi important d'assurer la coordination entre les différents niveaux de gouvernance, ainsi que l'alignement et la cohérence des politiques aux niveaux mondial, régional, national et local.

34. On peut faire participer les agriculteurs de manière spécifique via les écoles pratiques d'agriculture, pour les sensibiliser à la nécessité de produire des aliments nutritifs et de recourir à des méthodes de production durable.

35. La participation des institutions qui ont un impact sur les habitudes alimentaires, notamment les écoles et les établissements sanitaires, peut contribuer à la sensibilisation des consommateurs et surtout des femmes, qui jouent un rôle central au sein des systèmes alimentaires. Les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel dans l'élaboration et à la mise en œuvre des activités de sensibilisation.

Approche basée sur les marchés

36. Du point de vue des producteurs, la durabilité à long terme des investissements en matière de nutrition dépendra de la demande, qu'il faut développer par des approches basées sur les marchés et mettant en relation producteurs et consommateurs.

37. Le secteur privé joue un rôle central en tant que principal producteur de denrées alimentaires. Cependant, sans stimulation viable du marché, et notamment par une forte demande en faveur de certains aliments nutritifs, on ne pourra obtenir de lui une participation durable.

Pour que les ménages les plus pauvres des zones urbaines et rurales puissent avoir accès à des aliments nutritifs, l'approche basée sur les marchés peut être complétée par des programmes de protection sociale, qui peuvent être un moyen efficace d'assurer la distribution de denrées alimentaires.

EXEMPLE 1: Des compléments alimentaires produits localement et adaptés aux goûts locaux

Initiateur: Programme alimentaire mondial

Le Pakistan fait face à des défis importants en matière de nutrition avec une augmentation des cas de retard de croissance et d'émaciation, des taux élevés de dénutrition maternelle et des taux d'allaitement maternel faibles. Le pays connaît également un accroissement du double fardeau de la malnutrition. L'un des principaux facteurs responsables en est le manque de disponibilité et d'accès aux aliments nutritifs.

Afin de lutter contre la malnutrition, le Gouvernement du Pakistan a accordé la priorité à l'utilisation de compléments alimentaires fortifiés à base de lipides (LNS) prêts à l'emploi, en particulier en situation de crise. Le PAM a entrepris, en collaboration avec les fabricants locaux de produits alimentaires, l'élaboration d'une version à base de pois chiches de ces compléments, adaptée au goût local et produite localement. Des efforts sont entrepris actuellement avec la participation du Mouvement pour le renforcement de la nutrition, des distributeurs et du gouvernement, en vue de la commercialisation de ces compléments et de leur inclusion aux programmes de protection sociale.

Enseignements/Messages clés:

- Les compléments alimentaires fortifiés tels que les LNS sont efficaces pour lutter contre les multiples formes de dénutrition affectant les principaux groupes vulnérables.
- Le Pakistan a démontré que les fabricants locaux de produits alimentaires faisant partie du secteur privé sont capables d'adapter leurs processus de production afin d'augmenter la disponibilité de ces aliments particuliers. Le partenariat avec le secteur privé a été l'un des principaux facteurs de succès, mais il faut nourrir des attentes réalistes quant à la demande et aux rendements.
- Bien que les programmes humanitaires soient capables de fournir ces aliments, la durabilité ne peut être atteinte que par une augmentation de la demande à travers des approches basées sur les marchés. Les programmes de protection sociale pourraient garantir un meilleur accès aux ménages pauvres à grande échelle.

EXEMPLE 2: Mise en œuvre locale des politiques nationales, à travers des écoles pratiques d'agriculture et des espaces de dialogue

Initiateur: FAO Bolivie

Afin de promouvoir une alimentation adéquate pour tous les Boliviens, le Gouvernement a entrepris des efforts importants en matière d'élaboration de politiques et de mise en œuvre de programmes ayant pour but d'améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaires.

FAO Bolivie est le principal organe responsable de cet investissement fondé sur la territorialisation des politiques publiques et la promotion de systèmes alimentaires locaux durables et inclusifs, notamment par la formation des agriculteurs à la production agroécologique. Cette approche a permis aux politiques nationales d'atteindre le niveau local en reliant la production alimentaire agroécologique et diversifiée à la consommation des ménages (coordination verticale), et en assurant la transformation et la commercialisation des denrées alimentaires excédentaires à travers les marchés publics (coordination horizontale). L'une des composantes clé de cet investissement a été la mise en place de forums de dialogue entre les organisations de la société civile, les experts techniques et les autorités locales.

Intervenants clés

- Ministère du développement rural et des terres
- Ministère de la santé
- Ministère de l'éducation
- Département de prestation des services de santé de Cochabamba et Potosí
- Gouvernements autonomes municipaux de Villazón, Tupiza, Pocona et Pojo
- Organisation des paysannes autochtones de Bartolina Sisa
- Syndicats paysans
- FAO, ONUDI et UNICEF

Enseignements/Messages clés:

- Afin de permettre aux décideurs d'entreprendre des actions spécifiques, il est essentiel de promouvoir des forums de dialogue entre les parties prenantes.

Ce projet pilote est destiné à servir de modèle pour la collaboration multisectorielle au niveau local et permettre la territorialisation des politiques publiques basées sur les systèmes agroalimentaires durables.

B. Résumé des conclusions: Interventions agricoles

Principaux éléments des interventions agricoles

38. La diversité alimentaire est indispensable à une alimentation saine capable de répondre aux besoins des enfants, des femmes et des hommes. Elle nécessite une diversification durable de l'agriculture et de la transformation, la réduction des pertes après récolte et un meilleur accès aux marchés.

39. La mise au point des mesures adaptées au contexte local nécessite une collaboration entre les autorités, les producteurs, les prestataires de services ruraux et les consommateurs.

40. La mise en place d'approches intégrées regroupant divers acteurs des systèmes alimentaires repose sur un financement soutenu ainsi que sur une vision et des buts partagés par tous les acteurs concernés.

41. Un meilleur accès aux marchés pourrait permettre aux agriculteurs d'augmenter leurs revenus et de compléter l'alimentation de leur famille par l'achat d'aliments additionnels.

Le rôle des pratiques agroécologiques

42. Certains des exemples choisis indiquent que les pratiques agroécologiques peuvent permettre d'améliorer la résilience, la productivité et la durabilité des exploitations agricoles, et augmenter la diversité alimentaire. La diversification écologique des exploitations agricoles pourrait également contribuer à terme à en augmenter les revenus, à améliorer la santé des familles, à protéger les ressources naturelles et à accroître la résilience face aux fluctuations du marché et aux changements climatiques.

43. Certains exemples suggèrent que donner la priorité à la production d'aliments et de semences au niveau local pourrait encourager les agriculteurs à développer des systèmes alimentaires durables qui tiennent compte de la nutrition. Cependant, l'agriculture classique étant actuellement la principale forme de production alimentaire, les efforts dans le sens d'une approche plus localisée et plus participative pourraient rencontrer une résistance.

Formation d'agriculteur à agriculteur

44. Les interventions agricoles pourraient particulièrement bénéficier de formations d'agriculteur à agriculteur et de services de vulgarisation. Des plateformes de connaissances ouvertes à tous peuvent être utiles à la formation et aux services de vulgarisation, en fournissant une assistance adaptée aux agriculteurs et aux producteurs.

Le rôle des jardins potagers scolaires

45. Afin de stimuler la demande en produits frais au sein des communautés et de promouvoir l'adoption de formules saines pour les repas scolaires, il convient également de dispenser une éducation nutritionnelle continue. Dans cette optique, la mise en place de jardins potagers dans les écoles pourrait constituer un point d'entrée important. Outre la fourniture d'aliments nutritifs pour les repas scolaires, la participation des élèves, des enseignants et du personnel des cantines au processus de production pourrait contribuer à la sensibilisation et au développement d'habitudes alimentaires saines.

EXEMPLE 3: Mise en place d'écoles d'agroécologie en vue de promouvoir la formation d'agriculteur à agriculteur et les services de vulgarisation**Initiateur: Elizabeth Mpofu, Forum des petits exploitants de cultures biologiques du Zimbabwe (ZIMSOF, *Zimbabwe Smallholder Organic Farmers Forum*)**

Au Zimbabwe, la faible productivité agricole et le manque d'accès aux marchés pour les agriculteurs, a des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les taux de dénutrition et de retard de croissance sont élevés, en particulier dans les zones rurales où les régimes alimentaires ne sont pas suffisamment diversifiés et sont pauvres en nutriments.

En accordant la priorité à la production et à la consommation locales, le ZIMSOF s'est employé à promouvoir la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et la production de céréales à petits grains. Il a investi dans la formation d'agriculteur à agriculteur, la multiplication des semences et les banques de semences locales, ainsi que la construction d'installations de stockage et de transformation.

Intervenants clés

- Les membres du ZIMSOF regroupés en organisations de petits exploitants à différents niveaux.
- Les membres des réseaux locaux du ZIMSOF tels que l'association PELUM Zimbabwe, et les membres régionaux tels que la Via Campesina
- Les petits exploitants agricoles de l'Afrique de l'Est et du Sud
- L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique
- Le Réseau tiers-monde et le Centre africain pour la biodiversité
- Le Ministère de l'agriculture
- Les services de vulgarisation locaux
- Les organisations internationales telles que la FAO, ActionAid International et Oxfam International

Enseignements/Messages clés:

- Les décideurs politiques aux niveaux national et régional doivent apporter leur soutien aux initiatives locales des agriculteurs en matière d'alimentation et de nutrition, en s'employant à promouvoir l'agroécologie, la souveraineté alimentaire et la production de céréales à petits grains.
- Un cadre politique est nécessaire pour l'agroécologie et la souveraineté alimentaire.
- La formation d'agriculteur à agriculteur est la meilleure forme de vulgarisation et permet de renforcer les connaissances.

Il convient de renforcer les initiatives des agriculteurs en matière de multiplication des semences et de banques de semences et de conserver les semences résistantes au climat pour une utilisation ultérieure

EXEMPLE 4: Approches participatives et multipartites en vue de la conception et de la mise en œuvre de pratiques de conservation des eaux et des sols

Initiateur: Diana Sietz, Université de Wageningen, Pays-Bas

Les systèmes de petites exploitations agricoles des terres arides du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Nigeria font face à des niveaux élevés de dénutrition dus à une productivité limitée, à la dégradation des terres, aux variations climatiques et à l'absence d'environnement institutionnel favorable à l'amélioration de la nutrition.

Dans le cadre d'un effort conjoint associant les gouvernements nationaux, le FIDA, le Département des forêts du Nigeria, l'Institut national de recherche agronomique du Niger, le projet de développement intégré de la région de Maradi et l'Initiative communautaire du désert d'Aguié, des investissements directs et des initiatives "vivres contre travail" visant à améliorer la conservation des eaux et des sols ont été mis en œuvre en tant que stratégie clé pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La conception et la mise en œuvre de ces initiatives de conservation ont fait suite à une approche participative impliquant les petits exploitants, les ONG, les gouvernements et les organismes de développement internationaux.

Enseignements/Messages clés:

- Les moteurs socioécologiques de la conservation des eaux et des sols doivent être évalués, en portant une attention particulière aux questions d'échelle et aux seuils critiques.
- La gestion par les agriculteurs de la variabilité des ressources dans le cadre de la conservation des eaux et des sols doit être examinée.
- Les principales dynamiques de la conservation des eaux et des sols doivent être comprises, au-delà des évaluations statiques des facteurs à l'origine de l'adoption de pratiques particulières.
- Des méthodes de recherche diversifiées doivent être intégrées à l'identification des moteurs de la conservation des eaux et des sols. Outre les modèles Tobit, des méthodes comparatives configurationnelles doivent être envisagées.

EXEMPLE 5: Promotion des pratiques agroécologiques, de la transformation de produits et de la réduction maximale des pertes après récolte

Initiateur: Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM) Les exploitants pratiquant l'agriculture de subsistance dans les régions rurales du Pérou, de l'Éthiopie, du Kirghizistan, du Pakistan et du Népal sont dépendants de régimes composés d'aliments de base qui manquent de diversité. Les groupes les plus affectés par les carences en micronutriments sont les enfants et les femmes enceintes et allaitantes.

Cet investissement a pour objectif d'améliorer la diversité alimentaire des communautés rurales des régions montagneuses à travers la diversification de l'agriculture durable, la transformation des produits, la réduction maximale des pertes après récolte et un meilleur accès aux marchés. Une plateforme des connaissances en ligne a été mise en place à l'intention des prestataires de services ruraux et permet le partage des connaissances et des efforts de plaidoyer au niveau mondial, le partage des connaissances avec les décideurs au niveau national et l'appui à la mise en œuvre de projets au niveau local.

Les principales instances responsables sont la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique, l'Institut de recherche en agriculture biologique et la Direction du développement et de la coopération suisse qui est l'organisme donateur. D'autres acteurs clés participant à cet investissement sont: Helvetas au Nepal, Helvetas Intercooperation au Pakistan, BioService au Kirghizistan, l'Institut international du développement durable en Éthiopie et le Bureau de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique pour l'Amérique latine au Pérou. Les projets sont exécutés par les prestataires de services ruraux.

Enseignements/Messages clés

- De bonnes pratiques agroécologiques et la diversification écologique peuvent contribuer à la protection des ressources naturelles, à l'amélioration de la productivité et à la promotion de la résilience face aux fluctuations des marchés et aux changements climatiques.
- La transformation des produits et la réduction maximale des pertes après récolte diminuent les pénuries saisonnières et améliorent la productivité et la nutrition tout au long de l'année.
- La diversification de l'agroécologie et de la consommation en milieu montagneux contribuent à la mise en œuvre des stratégies nationales.
- La production et la vente d'une variété de produits nutritifs offre des opportunités commerciales.
- La résurgence des aliments traditionnels renforce la culture locale et offre des opportunités pour la commercialisation et le tourisme.

EXEMPLE 6: Formations en matière d'hygiène alimentaire, de manutention des légumes après récolte et de techniques de production maraîchère**Initiateur: Cargill**

Le projet «Grain by Grain», mis en œuvre au Brésil par la fondation Cargill, a pour objectif de lutter contre le manque d'aliments suffisamment nutritifs dans les repas scolaires, considéré comme un instrument très important de l'amélioration de la nutrition des enfants, et contre le manque d'accès aux marchés pour les agriculteurs locaux. Les jardins potagers scolaires avaient initialement été mis en place, parallèlement à une formation à la nutrition et à l'agriculture, dans le but de fournir des produits frais pour les repas scolaires. Ces produits sont cependant à présent fournis par les petits exploitants locaux.

Ce projet jouit d'une forte participation locale et fait intervenir un partenariat public-privé entre les experts locaux et internationaux, y compris les employés de Cargill, les écoles, les gouvernements locaux, les enseignants, le personnel des cantines, les parents, les agriculteurs et les consommateurs.

Enseignements/Messages clés

- La formation continue en matière de nutrition et de diversité alimentaire est nécessaire afin de stimuler la demande en produits frais au sein des communautés et de promouvoir l'adoption de formules saines pour les repas scolaires.
- D'autres améliorations doivent être apportées afin d'augmenter les connaissances des agriculteurs en matière de bonnes pratiques agricoles et de participation au marché.
- Il est possible de mettre en relation davantage de producteurs avec les programmes d'incitation tels que le Programme d'achat d'aliments (PAA) et le Programme national d'alimentation scolaire (PNAE).

C. Résumé des conclusions: Gouvernance et institutions**Campagnes d'information du public**

46. Des campagnes de communication cohérentes sont nécessaires afin de renforcer la confiance des consommateurs dans l'adoption de modes de vie plus sains et de faciliter l'émergence de chaînes de valeur durables pour des produits nutritifs. Dans ce contexte, une cartographie de la communauté et des recherches sur les comportements sont essentiels à l'identification des facteurs favorisant un changement positif des comportements.

47. Les lieux publics tels que les cafétérias, les écoles et les hôpitaux doivent être associés à ces campagnes car ils peuvent jouer un rôle important en faveur d'une alimentation plus saine.

Coordination verticale: du niveau national au niveau sous-régional

48. Différentes interventions politiques ont été conçues afin de compléter l'éducation en matière de nutrition et les campagnes de sensibilisation. Une mise en œuvre efficace des politiques peut nécessiter l'addition de strates de coordination sous-régionales afin de favoriser une participation plus importante et de faciliter l'exécution et le suivi des projets.

49. Le droit à une alimentation adéquate peut servir de principe directeur sous-jacent ou de dénominateur commun permettant d'impliquer les pouvoirs publics à différents niveaux en tant que responsables tenus de veiller au changement durable et à la disponibilité d'aliments nutritifs à tous les niveaux.

Politiques et accords volontaires

50. Parmi les politiques adoptées pour réduire la consommation d'aliments qui nuisent à la santé figurent les accords volontaires avec les producteurs visant à limiter la concentration de certains ingrédients, l'étiquetage obligatoire des produits, ou encore les taxes sur les aliments présentant des teneurs potentiellement nocives en graisses, en sel ou en sucre ou excessivement caloriques.

51. La distribution inéquitable de nourriture au sein d'une société donnée présentant des niveaux élevés de malnutrition est souvent associée à des inégalités importantes entre les sexes. Dans de telles situations, il convient d'impliquer les dirigeants locaux et les autorités des districts, lesquels ont un rôle important à jouer dans la sensibilisation et la création d'une demande en diversité alimentaire au sein des ménages.

52. Afin d'augmenter les chances que ces politiques et de ces investissements durent, il convient d'exploiter les initiatives et les cadres de référence internationaux existants en vue d'accéder aux compétences voulues et à un financement à long terme.

EXEMPLE 7: Renforcement des marchés publics écologiques et des accords territoriaux entre les producteurs et les consommateurs

Initiateur: Réseau international des écorégions (INNER)

L'Italie fait actuellement face à une transition nutritionnelle entraînant une augmentation des taux d'obésité et de surcharge pondérale, y compris dans les régions où le régime alimentaire est traditionnellement méditerranéen.

Avec l'association Biodistrict Cilento comme principal organe responsable, cet investissement a pour but de promouvoir des systèmes alimentaires durables et une production agricole biologique au sein des parcs nationaux de Cilento, Vallo di Diano et Alburni. Le principal objectif a été de consolider les marchés locaux de produits biologiques, de renforcer les marchés publics écologiques et de mettre en place des accords territoriaux entre les producteurs et les consommateurs.

Intervenants clés

- La section Campanie de l'Association italienne pour l'agriculture biologique (AIAB) et le Parc national de Cilento ont apporté leur soutien financier à la mise en place du biodistrict du Cilento.
- Les autorités régionales de Campanie sont responsables du Plan de développement territorial intégré et d'un appui financier pluriannuel apporté aux services de vulgarisation biologique.
- La Fédération des mouvements d'agriculture biologique de l'Union européenne est l'organisme de coordination européen chargé de faciliter les échanges triangulaires en matière d'aliments et d'agriculture biologiques.

Enseignements/Messages clés

- Les biodistricts facilitent les stratégies de financement ayant une structure flexible et fournissent à la gouvernance territoriale et à l'économie locale un cadre d'organisation stable conforme à l'approche de l'Union européenne au développement participatif local.
- Concernant la création de chaînes de valeurs, les alliances et les réseaux sont indispensables à une production de qualité impliquant directement les consommateurs.
- La reconnaissance de biodistricts en tant régions saines et intéressantes du point de vue des systèmes agroécologiques, ainsi que leur promotion aux niveaux institutionnels nationaux et régionaux, peut contribuer à renforcer leur établissement et leur développement.

EXEMPLE 8: Directives alimentaires nationales et campagnes de réduction du sel, des graisses et de la caféine.**Initiateur: Dr Al-Anoud Mohammed Al-Thani, Ministère de la santé publique du Qatar**

Le Qatar fait face à des taux alarmants de surcharge pondérale, d'obésité et de maladies non transmissibles. Les directives et initiatives destinées à promouvoir une alimentation saine, ainsi que les acteurs impliqués, sont présentées ci-après:

- Directives alimentaires nationales du Qatar: Ministère de la santé publique, Association du diabète du Qatar, Fondation du Qatar, Centre de recherche médicale de Sidra, Université du Qatar, Hamad Medical Corporation, Aspetar Hospital, Weill Cornell Medical College, Programme de sécurité alimentaire nationale du Qatar, Primary Health Care Corporation;
- Directives relatives aux aliments et boissons destinés aux établissements de soins de santé: Ministère de la santé publique, Hamad Medical Corporation, Primary Health Care Corporation, Forces armées de l'État du Qatar, Sidra, Qatar Patrol, Aspetar Hospital, Al Ahli Hospital, Al Emadi Hospital, Doha Clinic, fournisseurs opérant au sein de ces installations;
- Directives relatives aux aliments et boissons pour des lieux de travail sains: Ministère de la santé publique, organisations gouvernementales et non-gouvernementales, fournisseurs opérant au sein de ces installations;
- Élimination des jouets dans les établissements de restauration rapide: Ministère de la santé publique, Ministère de l'économie et du commerce, Ministère des municipalités et de l'environnement et toutes les chaînes de restauration rapide du Qatar;
- Initiative de diminution du sel dans le pain: Ministère de la santé publique, Central Food Lab, industrie alimentaire (incluant la pâtisserie nationale la plus importante du Qatar);
- Initiative de diminution des graisses *trans* dans les produits laitiers;
- Étiquettes de mise en garde sur les boissons énergisantes; Ministère de la santé publique, Ministère de l'économie et du commerce.

Enseignements/Messages clés

- Les campagnes et ateliers de travail menés chaque année dans le cadre des Directives alimentaires du Qatar contribuent à transmettre un message commun aux professionnels de la santé, aux universitaires et à l'ensemble de la communauté.
- Concernant l'initiative de diminution de la consommation de sel: les entreprises ayant signé des accords dans le cadre de cette initiative ont encouragé d'autres sociétés à diminuer leur consommation de sel

EXEMPLE 9: Étiquetage et taxation des produits en vue de réduire la consommation de sel, de graisses non saturées et de calories

Initiateur: Ministère de la santé du Chili

Le système alimentaire du Chili connaît des changements d'ordre structurel. Les aliments traditionnels sont remplacés par des produits ultra-transformés, ce qui contribue à une augmentation importante des cas de surcharge pondérale, d'obésité et de maladies non transmissibles.

Le Gouvernement du Chili, en particulier le Ministère de la santé, a fortement investi dans des interventions fondées sur l'offre et la demande en faveur d'une transformation vers des systèmes alimentaires sains:

- Des dispositions législatives et réglementaires ont été mises en œuvre concernant l'étiquetage des aliments et des boissons (notamment la teneur en calories, en graisses, en sucre et en sodium)
- Un taux de taxation ad valorem de 18 pour cent est appliqué aux boissons sucrées.
- Le gouvernement et les pâtisseries ont convenu d'un objectif volontaire de diminution de la teneur en sel du pain.
- Deux programmes soutiennent des styles de vie et des environnements sains, tout en tenant compte des facteurs spécifiques au contexte, à savoir: "Stratégies, municipalités, communes et communautés saines" et "Vie saine".

Les acteurs et les parties prenantes clés sont le Parlement, le Ministère de la santé, le Ministère de l'économie, le Ministère des finances, le Ministère de l'agriculture, le Service national consommateur, le Conseil national de la télévision, l'Université du Chili et l'Institut national de technologie alimentaire (INTA).

Enseignements/Messages clés

- Il faut comprendre les habitudes alimentaires comme étant des habitudes sociales calquées sur les déterminants sociaux.
- Les ministères et les autres acteurs doivent agir de manière coordonnée afin de modifier la législation et de promouvoir la santé.
- La modification de l'environnement alimentaire est un objectif clé de l'amélioration de la santé publique.

EXEMPLE 10: Interventions en matière de santé publique en vue de la diminution de la teneur en sel, en graisses non saturées et en calories

Initiateur: Ministère de la santé, du bien-être et des sports

Aux Pays-Bas, les principaux problèmes liés à la nutrition sont la surcharge pondérale, l'obésité et les maladies non transmissibles, largement causés par des modes de vie et des régimes alimentaires malsains à base d'aliments riches en énergie et ultra-transformés.

L'accord national pour l'amélioration de la composition des produits pour la période 2014-2020 a pour objectif de réduire la teneur des produits alimentaires en sel, en graisses saturées et en sucre. Il a été signé par le Bureau central néerlandais pour le commerce alimentaire (CBL), la Fédération de l'industrie alimentaire néerlandaise, la Fédération royale néerlandaise d'hôtellerie et de restauration (KHN), l'Association néerlandaise de restauration sous contrat (Veneca) et le Ministère de la santé, du bien-être et des sports.

Dans cet accord, les parties concernées font état de la manière dont elles procéderont ensemble, mais chacune de leur propre initiative, à la réalisation des objectifs jusqu'en 2020.

Enseignements/Messages clés

Afin de produire et d'offrir des produits plus sains, cette approche doit s'inscrire dans le cadre de défis internationaux (européens et mondiaux).

EXEMPLE 11: Accord volontaire: "Objectifs communs en vue de l'amélioration des caractéristiques nutritionnelles des produits alimentaires, en particulier en ce qui concerne les enfants"

Initiateur: Federalimentare – Fédération italienne de l'industrie alimentaire et des boissons

L'Italie a récemment été désignée en tant que pays le plus sain au monde. Elle connaît cependant une augmentation constante des cas de surcharge pondérale et d'obésité (en particulier chez les enfants), ainsi que de maladies non transmissibles.

Les secteurs public et privé ont travaillé en étroite collaboration à la promotion d'une alimentation saine:

- En 2015, Federalimentare a signé un accord volontaire avec le Ministère de la santé, intitulé "Objectifs communs en vue de l'amélioration des caractéristiques nutritionnelles des produits alimentaires, en particulier pour les enfants de 3 à 12 ans".
- Des directives ont également été formulées, notamment les "Directives concernant les communications commerciales relatives aux produits alimentaires et aux boissons, en vue de la protection des enfants et de leur alimentation adéquate".
- En 2016, Federalimentare a renouvelé son partenariat avec le Ministère de l'éducation en signant un accord officiel pour l'exercice triennal 2016-2019.

Enseignements/Messages clés

- La prévention et le traitement nécessitent une approche cohérente et coordonnée visant tous les groupes sociaux.
- L'éducation en matière de nutrition, associée à une activité physique adéquate, est le seul moyen de lutter contre la surcharge pondérale et l'obésité.
- La réactivité de l'industrie alimentaire est essentielle.
- Afin d'aborder correctement les problèmes de surcharge pondérale et d'obésité, des interventions transversales et multisectorielles doivent être menées, tout en maintenant une collaboration étroite entre les autorités responsables de la santé et l'industrie alimentaire

EXEMPLE 12: Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par l'adoption de l'agrobiodiversité et de la diversité alimentaire au niveau des ménages

Initiateur: Marlene Heeb, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

Malgré les différences importantes qui existent entre les systèmes alimentaires de l'Ouganda et de la Zambie, ces deux pays connaissent des taux élevés de malnutrition et de retard de croissance. En Ouganda, le manque de diversité alimentaire est principalement causé par la pression croissante exercée sur les ménages agricoles pour la vente de produits nutritifs en échange d'une rémunération en espèces. En Zambie, les faibles niveaux de productivité et de diversification agricoles en sont les principaux facteurs.

La Direction du développement et de la coopération suisse, principale entité responsable de cet investissement, a abordé le problème de la malnutrition en faisant la promotion de l'agrobiodiversité et de la diversité alimentaire au niveau des ménages. Le projet s'est ancré dans les structures locales et nationales afin de garantir un changement et une adaptabilité durables au niveau national. Les axes principaux de cet investissement étaient les suivants: 1) le développement des capacités des dirigeants locaux et des prestataires de services; 2) la modification des comportements; 3) la diversification de l'approvisionnement et la disponibilité et l'accessibilité des produits nutritifs; 4) le renforcement des capacités de gouvernance multisectorielle au niveau national par l'établissement et/ou le renforcement de comités de coordination de la nutrition au niveau des districts.

Acteurs clés

Partenaires nationaux:

- Point focal du Mouvement pour le renforcement de la nutrition des gouvernements d'Ouganda et de Zambie.
- Comités de coordination de la nutrition au niveau des districts
- Prestataires de services en matière de santé et d'agriculture (équipes sanitaires de village, services de vulgarisation, etc.)

Partenaires internationaux:

- Organisation néerlandaise de développement (SNV)
- Centre du Développement et de l'Innovation (CDI) de l'Université de Wageningen
- Royal Tropical Institute (KIT)

Enseignements/Messages clés

- Le renforcement des capacités de gouvernance et des connaissances au niveau local s'est avéré particulièrement efficace dans le cadre de l'amélioration des résultats en matière de nutrition.
- La création de partenariats multipartites (comités de coordination de la nutrition) au niveau de gouvernance le plus bas possible (sous-districts plutôt que districts) est essentielle à la participation et à la prestation efficace de services en vue de l'amélioration de la nutrition.
- Des approches "catalyseur" ont réussi à provoquer des changements de comportements et ont incité les communautés à porter un regard critique sur les systèmes de production, les schémas de consommation, les régimes alimentaires, la nutrition et l'hygiène. Elles leur ont également permis de réaliser à quel point la malnutrition peut affecter les enfants et qu'il existe des solutions disponibles et réalisables sur le plan local.

D. Résumé des conclusions: Infrastructure**Les infrastructures doivent être durables et impliquer de nombreux acteurs**

53. Pour éviter de mettre en place des infrastructures non durables qui resteraient tributaires des financements des donateurs et ne répondraient pas aux besoins spécifiques de la population locale, il est impératif d'évaluer avec précision les besoins et les particularités locaux.

54. Les projets d'infrastructures sont complexes. Ils nécessitent une participation concertée de nombreux acteurs qui doit être soigneusement planifiée et coordonnée. Pour la plupart des investissements dans des infrastructures alimentaires, le développement de partenariats public-privé est essentiel à la création de chaînes de valeur durables qui privilégient la production locale.

55. Les agriculteurs participant aux chaînes de valeur nouvellement créées peuvent utiliser les revenus supplémentaires qu'ils perçoivent pour, notamment, acheter de la nourriture sur les marchés et ainsi assurer à leur famille des régimes alimentaires plus nutritifs.

56. Afin de garantir la viabilité de l'investissement, les conditions de travail au sein des chaînes de valeur nouvellement créées doivent être attrayantes; en effet, le personnel nouvellement formé pourrait rechercher un autre emploi après la phase initiale.

Exemples d'investissements dans les infrastructures

57. Mettre en relation des petits agriculteurs et des entreprises agroalimentaires tout en assurant le transfert de connaissances nécessaire constitue un investissement qui peut avoir de nombreux effets positifs et durables sur l'état nutritionnel de la collectivité locale.

58. Les projets d'infrastructure à petite échelle, tels que l'installation de cuisines dans les écoles, peuvent contribuer à favoriser les interventions plus systémiques (tels que les programmes d'alimentation scolaire) en vue d'obtenir les résultats désirés.

EXEMPLE 13: Favoriser l'accès des consommateurs des pays en développement à un lait de meilleure qualité produit localement

Initiateur: Bureau du Programme alimentaire pour le développement de Tetra Laval

Le Bangladesh connaît actuellement une demande croissante en lait et produits laitiers, pour laquelle il est tributaire des importations. En réponse à la crise alimentaire de 2008 au cours de laquelle le prix du lait a plus que doublé sur les marchés mondiaux, un «modèle de plateforme laitière» a été élaboré par le Bureau du Programme alimentaire pour le développement de Tetra Pak, en collaboration avec sa société sœur DeLaval. Avec PRAN Dairy comme principale instance responsable au Bangladesh, cet investissement s'est employé à mettre en relation les producteurs de lait et les entreprises agroalimentaires, et à investir dans les infrastructures locales en vue de créer une chaîne d'approvisionnement plus stable afin que le lait soit plus disponible et plus abordable pour les ménages à faible revenu.

D'autres acteurs clés sont l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'ONUDI et le Ministère des pêches et de l'élevage.

Enseignements/Messages clés

- Les petits agriculteurs peuvent être intégrés de manière efficace aux chaînes de valeur industrielles classiques.
- Les résultats et l'impact du projet doivent être étroitement surveillés, en l'occurrence «par vache» et «par exploitation agricole».
- La faisabilité du projet doit d'abord être démontrée par le secteur privé. Les financements fournis par les donateurs doivent être utilisés pour renforcer le projet et augmenter son rayonnement.

E. Résumé des conclusions: Technologie et R-D

Principaux messages se dégageant des exemples d'investissements

59. Le développement et l'application de nouvelles technologies, avec l'appui des infrastructures et de l'environnement juridique nécessaires à la création de nouvelles chaînes de valeur, peut offrir d'excellentes opportunités d'améliorer l'état nutritionnel et d'assurer des régimes alimentaires sains.

Biofortification

60. Certaines communications ont fait mention de la biofortification en tant que mode d'action pouvant fonctionner sans intervention extérieure et permettant de remédier à certaines carences en micronutriments. La biofortification peut être particulièrement bénéfique si elle cible les espèces cultivées déjà présentes dans les systèmes alimentaires existants, auquel cas elle ne modifierait ni les habitudes alimentaires ni les pratiques établies.

61. Afin de faciliter l'adoption par les agriculteurs de variétés fortifiées, il convient de développer des chaînes de valeur fonctionnelles par le biais de partenariats public-privé, de fournir initialement des incitations financières et des dispositions permettant de diminuer les risques, et de disposer d'une durée d'investissement assez longue et d'un engagement soutenu sur plusieurs années afin de surmonter les difficultés rencontrées sur le marché dans le court terme tels que le niveau des prix ou l'aversion à l'égard du risque.

EXEMPLE 14: Lutter contre la faim cachée par le biais de la biofortification, à l'aide de maïs enrichi en vitamine A cultivé selon la méthode classique

Initiateur: HarvestPlus

Les carences en micronutriments affectent sévèrement les populations de Zambie, du Zimbabwe, du Nigeria, de la République-Unie de Tanzanie et du Malawi. Le maïs est l'aliment de base le plus important. Il est cultivé le plus souvent en milieux non irrigués et l'utilisation de semences améliorées et d'engrais n'est pas répandue. La chaîne de valeur du maïs est complexe et les prix constituent une question politique sensible.

HarvestPlus a investi dans la création d'une chaîne de valeur durable pour le maïs enrichi en vitamine A en développant des partenariats public-privé. Cet investissement comprend: 1) le développement de systèmes semenciers efficaces et de nouvelles lignées de maïs enrichi en vitamine A; 2) les activités de plaidoyer en vue d'intégrer les champignons mycorhiziens à arbuscules (CMA) au programme de subvention des intrants des exploitations agricoles; 3) la fourniture de semences aux négociants de produits agricoles à des prix subventionnés, et l'adjudication de cultivateurs sous-traitants pour l'approvisionnement en céréales inoculées avec des CMA.

Intervenants clés:

- Ministères de la santé, de l'agriculture et de l'éducation, ainsi que l'Institut national de recherche scientifique et industrielle de Zambie
- ONG telles que World Vision International, ProfitPlus, le Corps de la paix des États-Unis, l'Office allemand de la coopération internationale (GIZ), le Fonds du Mouvement pour le renforcement de la nutrition, la Commission nationale pour l'alimentation et la nutrition (CNAN) et l'Institut de recherche agricole de Zambie (ZARI).
- Centres du CGIAR tels que WorldFish, l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), le CIP et le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT)
- Organisations internationales telles que le PAM
- Zamseed, Seedco

Enseignements/Messages clés

- Les dispositions de partage des risques avec les sociétés utilisant les CMA sont indispensables à la réussite, mais une stratégie de sortie doit être mise en place afin de mieux gérer les attentes.
- La réussite des stratégies de mise en œuvre et de renforcement repose sur l'élaboration et le maintien d'une marque unique pour les CAM.
- Un engagement soutenu pendant plusieurs années peut contribuer à surmonter les défis du marché à court terme, notamment la tarification ou l'aversion à l'égard du risque.
- Les mécanismes de lancement d'espèces cultivées au niveau régional jouent un rôle important dans le cadre du renforcement.

TABLEAU: COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

Type d'investissement	Pays cibles	Région	Initiateur	Secteur ou groupe auquel appartient l'initiateur
Chaînes de valeur				
EXEMPLE 1: Compléments alimentaires produits localement et adaptés aux goûts locaux	Pakistan	Asie	PAM, Gouvernement du Pakistan	Organisation internationale, État membre
EXEMPLE 2: Mise en œuvre locale des politiques nationales via des écoles pratiques d'agriculture et des espaces de dialogue	Bolivie (État plurinational de)	ALC	FAO Bolivie	Organisation internationale
Interventions agricoles				
EXEMPLE 3: Mise en place d'écoles d'agroécologie en vue de promouvoir la formation d'agriculteur à agriculteur et les services de vulgarisation	Zimbabwe	Afrique	Forum des petits exploitants de cultures biologiques du Zimbabwe	Société civile
EXEMPLE 4: Approches participatives et multipartites en vue de la conception et de la mise en œuvre de pratiques de conservation des eaux et des sols	Burkina Faso, Mali, Niger, Nigéria	Afrique	Université de Wageningen	Universités
EXEMPLE 5: Promotion des pratiques agroécologiques, de la transformation de produits et de la réduction maximale des pertes après récolte	Pérou, Éthiopie, Kirghizistan, Pakistan, Népal	ALC, Afrique, CEA, Asie	Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique	Société civile
EXEMPLE 6: Formations en matière d'hygiène alimentaire, de manutention des légumes après récolte et de techniques de production maraîchère	Brésil	ALC	Cargill	Secteur privé
Gouvernance et institutions				
EXEMPLE 7: Renforcement des marchés publics écologiques et des accords territoriaux entre les producteurs et les consommateurs	Italie	Europe	Réseau international des écorégions	Société civile, secteur privé
EXEMPLE 8: Directives alimentaires nationales et campagnes de réduction du sel, des graisses et de la caféine.	Qatar	Région Proche-Orient et Afrique du Nord	Ministère de la santé publique, Qatar	État Membre
EXEMPLE 9: Étiquetage et taxation des produits en vue de réduire la consommation de sel, de graisses non saturées et de calories	Chili	ALC	Ministère de la santé, Chili	État Membre
EXEMPLE 10: Interventions en matière de santé publique en vue de la diminution de la teneur en sel, en graisses non saturées et en calories	Pays-Bas	Europe	Ministère de la santé, du bien-être et des sports, Pays-Bas	État Membre
EXEMPLE 11: Accord volontaire: "Objectifs communs en vue de l'amélioration des caractéristiques nutritionnelles des produits alimentaires, en particulier en ce qui concerne les enfants"	Italie	Europe	Federalimentare	Secteur privé
EXEMPLE 12: Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par l'adoption de l'agrobiodiversité et de la diversité alimentaire au niveau des ménages	Zambie, Ouganda	Afrique	Département fédéral des affaires étrangères, Suisse	État Membre

Infrastructure				
EXEMPLE 13: Favoriser l'accès des consommateurs des pays en développement à un lait de meilleure qualité produit localement	Bangladesh	Asie	Tetra Laval	Secteur privé
Technologie et R-D				
EXEMPLE 14: Lutter contre la faim cachée par le biais de la biofortification, à l'aide de maïs enrichi en vitamine A cultivé selon la méthode classique	Zambie, Zimbabwe, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Malawi	Afrique	HarvestPlus	Institution de recherche